



RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE

RAPPORT PAYS DU
NIGÉRIA

2024

Résumé

Ce rapport évalue l'écosystème des droits numériques et de l'inclusion au Nigéria en 2024, couvrant l'accès à Internet, les perturbations, la liberté d'expression, la protection des données, l'intelligence artificielle (IA), l'inclusion numérique et la modération des contenus. Parmi les avancées majeures figure l'élaboration d'une stratégie nationale en matière d'IA. Des obstacles tels que les déconnexions de cartes SIM, les tarifs Internet inabordables, le ralentissement de l'accès à Internet lors des manifestations et les lois ambiguës entravant la liberté d'expression contrecarrent ces avancées. Les violations de données restent un problème omniprésent malgré la création de la Commission de protection des données et l'inclusion numérique des groupes marginalisés demeure insuffisante. La méthodologie employée pour cette recherche est une approche mixte combinant recherche documentaire, analyse des politiques et études de cas afin d'évaluer le paysage des droits numériques et de l'inclusion. Elle a consisté à examiner des sources secondaires, telles que des lois, des politiques gouvernementales et des documents publics, pour leur impact et leur mise en œuvre. Des incidents spécifiques, notamment des perturbations d'Internet, des arrestations de journalistes et des violations de données, ont été documentés sous forme d'études de cas afin d'illustrer les difficultés. Un cadre de notation conforme à la Déclaration de principes de la CADHP, l'Indice de score, développé par Paradigm Initiative, a été utilisé pour évaluer la conformité dans des domaines clés tels que l'accès à Internet, la liberté d'expression et la protection des données. De plus, des informations qualitatives ont été recueillies lors de consultations et d'ateliers avec les parties prenantes afin de recueillir des points de vue divers et d'identifier les tendances en matière de violations des droits numériques. Les recommandations mettent l'accent sur l'application des lois existantes, la réduction des obstacles à l'accès, l'amélioration de la transparence, le renforcement des partenariats public-privé et la garantie d'une gouvernance éthique de l'IA. Grâce à ces interventions, le Nigéria peut renforcer son paysage numérique, améliorant ainsi l'inclusion, la résilience et la protection des droits.



Introduction

3

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

La riche diversité du Nigéria englobe plus de 250 groupes ethniques et une multitude de langues, contribuant à son paysage culturel dynamique. Des facteurs tels que l'urbanisation et le statut économique influencent la répartition démographique et les taux d'alphabétisation du pays, reflétant cette diversité. Le rapport Nigeria Londa 2024 présente une évaluation complète de l'état des droits numériques et de l'inclusion au Nigéria. S'appuyant sur les éditions précédentes, ce rapport examine des thèmes clés tels que l'accès à Internet, les perturbations, la liberté d'expression, la protection des données, l'intelligence artificielle (IA), l'inclusion numérique et la modération des contenus. La déclaration de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples définit des indicateurs clés pour évaluer ces domaines thématiques.

Accès Internet

En 2023, Londa a fait état du plan ambitieux du gouvernement visant à étendre la pénétration du haut débit à 70 % d'ici à 2025. En 2024, cette ambition n'a pas encore été atteinte, mais l'année a connu des avancées et des revers. En 2024, la pénétration de la 5G a atteint 2,19 %, contre 0,83 % en août 2023. En revanche, le Nigéria a connu une baisse significative de l'utilisation d'Internet en raison de la déconnexion massive des abonnés aux télécommunications. En 2020, le gouvernement fédéral du Nigéria a annoncé pour la première fois que les Nigériens étaient tenus de connecter leurs numéros de téléphone via leurs cartes SIM à leur numéro d'identité nationale, avec un délai initial de deux semaines.⁷⁸⁵ Pendant quatre ans, les délais ont été prolongés jusqu'à une date limite finale fixée au 14 septembre 2024⁷⁸⁶ et cela signifie que des millions de numéros de téléphone non connectés ont été déconnectés de leurs fournisseurs de services.⁷⁸⁷ Le résultat a été une réduction du nombre d'abonnés et de la télédensité de la Commission nigérienne des communications.⁷⁸⁸ En novembre 2023, les abonnements mobiles étaient de 223 220 009 et le pourcentage de télédensité de 102,97 %, tandis qu'en septembre 2024, le nombre d'abonnements était de 154 904 827 et la télédensité de 71,46 %.

D'autres obstacles à l'accès dans le pays incluent le prix trop élevé des smartphones⁷⁸⁹ et les tarifs Internet étant inabordables pour jusqu'à 71 % de la population.⁷⁹⁰ Malgré les défis d'accessibilité financière, Starlink a annoncé une réduction de 97 %⁷⁹¹ augmentation des tarifs pour les abonnés nigériens; cela a été sanctionné par la NCC, le régulateur.⁷⁹² Quelle que soit la position de la NCC, il est clair que des hausses de tarifs se profilent dans le pays, car les acteurs de l'industrie ont également demandé à la NCC l'autorisation d'augmenter les tarifs dans le pays.⁷⁹³ Ces défis en matière d'accessibilité financière vont creuser la fracture numérique.

Perturbations

De nombreux Nigériens ont subi des limitations d'Internet lors des manifestations #EndBadGovernance (au Nigéria) qui se sont tenues du 1er au 10 août 2024. NetBlocks a rapporté le cas de « X »⁷⁹⁴ une perturbation du service internet de MTN, principal fournisseur d'accès internet

⁷⁸⁵ Emma Okonji, « Le gouvernement fédéral ordonne que la carte SIM soit liée au numéro d'identité national » <https://www.thisdaylive.com/index.php/2020/12/16/fg-directs-sim-card-be-linked-to-national-identity-number/>, (Consulté le 13 novembre 2024)

⁷⁸⁶ Vaughan O'Grady « Le NCC du Nigéria fixe une dernière date limite pour l'enregistrement des cartes SIM » <https://developingtelecoms.com/telecom-business/telecom-regulation/17233-nigeria-s-ncc-sets-one-last-deadline-for-sim-registration.html>, (Consulté le 13 novembre 2024)

⁷⁸⁷ Juge Okamgba : « Les opérateurs de télécommunications commencent à déconnecter les lignes téléphoniques non reliées au NIN » <https://punchng.com/telcos-begin-disconnection-of-phone-lines-not-linked-to-nin/>, (Consulté le 13 novembre 2024)

⁷⁸⁸ Nombre de connexions téléphoniques fixes pour 100 habitants dans une zone géographique donnée. La télédensité est souvent utilisée pour comparer le niveau d'accès aux services de communication vocale et de données entre zones métropolitaines et rurales, ou entre pays.

⁷⁸⁹ Royal Ibeh, « Les prix élevés des smartphones compromettent les objectifs du Nigéria en matière de haut débit pour 2025 » <https://nationaleconomy.com/high-smartphone-prices-under-mine-nigerias-2025-broadband-goals/> (Consulté le 12 novembre 2024)

⁷⁹⁰ Small Business Insights, « Les coûts élevés d'Internet entravent l'accès au numérique pour 71 % des Nigériens, révèle une conférence » <https://smallbusinessinsights.ng/high-internet-costs-hinder-digital-access-for-71-of-nigerians-conference-reveals/> (Consulté le 12 novembre 2024)

⁷⁹¹ Le juge Okamgba a déclaré : « Starlink, le projet d'Elon Musk, augmente les frais d'abonnement à Internet de 97 % pour les utilisateurs nigériens. » <https://punchng.com/elon-musks-starlink-hikes-internet-subscription-fee-by-97-for-nigerian-users/> (Consulté le 13 novembre 2024)

⁷⁹² Le juge Okamgba a déclaré : « Starlink, le projet d'Elon Musk, augmente les frais d'abonnement à Internet de 97 % pour les utilisateurs nigériens. » <https://punchng.com/elon-musks-starlink-hikes-internet-subscription-fee-by-97-for-nigerian-users/> (Consulté le 13 novembre 2024)

⁷⁹³ David Whitehouse, « MTN Nigeria exige une augmentation des tarifs douaniers car la faiblesse de la monnaie et la forte inflation entraînent des pertes » <https://www.theafricareport.com/346578/mtn-nigeria-demands-tariff-increase-as-weak-currency-high-inflation-drive-losses/> (Consulté le 13 novembre 2024)

⁷⁹⁴ Victor Olorunfemi « Les services Internet sur MTN sont gravement perturbés en raison des

au Nigeria, a été signalée, soulignant que cela pourrait limiter la visibilité des manifestations #EndBadGovernanceInNigeria. Depuis le début des manifestations le 1er août, les abonnés de MTN ont rencontré des difficultés d'accès aux réseaux sociaux, la connectivité ayant chuté à 40 % le jour des manifestations, contre plus de 80 % auparavant. Cela a suscité des inquiétudes quant à l'impact des perturbations internet sur la portée mondiale des manifestations, MTN conservant une part de marché de 50,50 % des fournisseurs d'accès au réseau au Nigeria.⁷⁹⁵

Liberté d'expression

Plusieurs rapports précédents de Londa sur le Nigéria ont noté la répression de la liberté d'expression en ligne par le biais de la loi sur la cybercriminalité de 2015, qui comprenait l'arrestation de faiseurs de sketches⁷⁹⁶ et les journalistes.⁷⁹⁷ En 2024, cette loi a été modifiée,⁷⁹⁸ un amendement qui a apporté des changements positifs, mais qui a été entouré de controverses, comme le secret et le manque de participation du public lors de son adoption.⁷⁹⁹ Cet amendement incluait le tristement célèbre article 24, qui limite désormais le cyberharcèlement aux cas impliquant du contenu pornographique ou de fausses informations visant à troubler l'ordre public ou à menacer la vie. Cependant, l'ambiguïté de l'expression « troubler l'ordre public » continue de susciter des inquiétudes quant aux abus potentiels des agences de sécurité, comme en témoignent les incidents passés où des lois vagues visaient des journalistes et des voix dissidentes.⁸⁰⁰

La Commission nationale de radiodiffusion (NBC) à part le passé infligé des amendes et sanctionné des médias audiovisuels pour les opinions ou commentaires d'invités perçus comme ayant enfreint la réglementation. Cependant, le 17 janvier 2024, une Haute Cour fédérale d'Abuja a déclaré nulles et non avenues les dispositions du Code de radiodiffusion nigérian autorisant la NBC à infliger des amendes aux stations de radiodiffusion pour violation présumée du code. La Cour a statué que les organismes administratifs et de régulation ne sont pas habilités à exercer des pouvoirs judiciaires. Ces amendes avaient été utilisées pour censurer les stations de radiodiffusion et les empêcher de couvrir les manifestations, le banditisme et divers sujets jugés défavorables au gouvernement.⁸⁰¹

En 2023, Londa a annoncé la mise en place d'une nouvelle administration au Nigéria suite aux élections générales, avec la possibilité d'élaborer un programme respectueux des droits pour elle-même, et le président lui-même a promis de respecter la liberté des médias pendant son administration.⁸⁰² Depuis le début de l'année 2024, plusieurs journalistes ont été arrêtés, comme en février, lorsque le journaliste Kasarachi Aniagolu du journal The Whistler a été arrêté et placé en détention par la police nigériane alors qu'il couvrait une opération contre des agents du Bureau

manifestations contre la faim : rapport » <https://gazettengr.com/internet-services-on-mtn-face-severe-disruption-amid-hunger-protests-report/> (Consulté le 12 novembre 2024)

⁷⁹⁵ Commission nationale des communications, « Statistiques de l'industrie » <https://www.ncc.gov.ng/statistics-reports/industry-overview> (Consulté le 14 novembre 2024)

⁷⁹⁶ Olakunle Olafioye, « Lois sur la cybercriminalité : une période difficile pour les farceurs et les auteurs de sketches » <https://thesun.ng/cybercrime-laws-tough-time-for-pranksters-skit-makers/> (Consulté le 14 novembre 2024)

⁷⁹⁷ Comité pour la protection des journalistes, « Un journaliste arrêté et inculpé en vertu de la loi sur la cybercriminalité au Nigéria » <https://cpj.org/2019/03/journalist-arrested-charged-under-cybercrime-law-i/> (Consulté le 14 novembre 2024)

⁷⁹⁸ SPA Ajibade & Co, « L'Assemblée nationale modifie la loi sur la cybercriminalité (interdiction, prévention, etc.) » <https://www.mondaq.com/nigeria/security/1466724/the-national-assembly-amends-the-cybercrimes-prohibition-prevention-etc-act> (Consulté le 14 novembre 2024)

⁷⁹⁹ Centre de défense des politiques et des droits, « La loi modifiant la loi sur la cybercriminalité révèle des lacunes dans le processus législatif » <https://placng.org/Legist/cybercrimes-amendment-act-exposes-lapses-in-legislative-process/> (Consulté le 13 novembre 2024)

⁸⁰⁰ Imoleayo Adedeji, « La loi modifiée sur la cybercriminalité est dangereuse et pourrait influencer la répression policière contre les journalistes et autres », a déclaré un avocat <https://punchng.com/amended-cybercrime-act-dangerous-may-influence-police-clampdown-on-journalists-others-lawyer/> (Consulté le 14 novembre 2024)

⁸⁰¹ Dania, Onozure. « Le jugement interdisant à NBC d'imposer des amendes est constitutionnel, selon les parties prenantes. » Punch Newspapers, 24 janvier 2024. https://punchng.com/judgment-stopping-nbc-from-imposing-fines-constitutional-say-stakeholders/#google_vignette (Consulté le 14 novembre 2024)

⁸⁰² Deji Elumoye, « Tinubu s'engage à défendre la liberté des médias et à respecter les opinions divergentes » <https://www.thisdaylive.com/index.php/2023/12/19/tinubu-vows-to-uphold-media-freedom-respect-divergent-views/?amp=1> (Consulté le 12 novembre 2024)

de Change à Abuja. En mars, Segun Olatunji, rédacteur en chef de FirstNews, a été enlevé par des hommes armés à son domicile à Lagos, puis retrouvé détenu par la Defense Intelligence Agency (DIA).⁸⁰³ D'autres arrestations de journalistes, comme celles d'Ebule Anthony Metsese et de Sufuyan Ojeifo, mettent en évidence les dangers croissants auxquels sont confrontés les professionnels des médias au Nigeria.

L'un des cas les plus médiatisés est sans doute celui d'un journaliste d'investigation renommé – connu sous son nom sur X, PIDOM et pour avoir dénoncé la corruption gouvernementale – qui a disparu en ligne avant la manifestation #EndBadGovernance (In Nigeria). Avant sa disparition, il avait annoncé son intention de publier des documents confidentiels révélant la corruption gouvernementale. Le 5 août 2024, sa disparition a été confirmée,⁸⁰⁴ il aurait été arrêté dans un hôtel de Port Harcourt par l'unité de lutte contre la cybercriminalité de la police nigériane, sur instruction du conseiller à la sécurité nationale. Il était accusé de divulgation de documents classifiés et d'infractions liées à la cybercriminalité. Son arrestation a suscité de nombreuses critiques, avec des signalements de violences physiques et psychologiques pendant sa détention et des allégations de mauvaise conduite policière, notamment le vol de ses biens. La police a imposé des conditions de libération sous caution irréalistes,⁸⁰⁵ y compris l'exigence d'un fonctionnaire possédant un patrimoine de 500 millions de nairas comme caution. Tous ces événements mettent en lumière les dangers qui pèsent sur la liberté des médias dans le pays.

Protection des données et confidentialité

Les journalistes ne sont pas seulement arrêtés de manière disproportionnée en vertu de la loi sur la cybercriminalité, ils sont également mis en danger par la surveillance arbitraire de l'État, ainsi que par d'autres groupes comme les manifestants, les militants, les politiciens de l'opposition et les organisations de la société civile qui sont pris pour cible.⁸⁰⁶ Il a été signalé que le gouvernement nigérian fait un usage généralisé de logiciels espions⁸⁰⁷ et des investissements importants dans les technologies de surveillance, à hauteur de 40 millions de dollars dans la technologie d'interception et de 583 millions de dollars dans la surveillance publique.⁸⁰⁸ Le cas de PIDOM mentionné ci-dessus, qui a été suivi et arrêté dans une chambre d'hôtel, suggère la capacité de surveillance du gouvernement.

En juin 2024, le Nigéria a célébré le premier anniversaire de la loi nigériane sur la protection des données (NDPA) et de la création de la Commission nigériane de protection des données (NDPC). La NDPA renforce le droit à la vie privée, garanti par la Constitution.⁸⁰⁹ À cette époque, le projet de directive générale d'application et de mise en œuvre de la NDPA (GAID) a été publié.⁸¹⁰ Le GAID marque une étape importante vers le renforcement de la protection des données au Nigéria. Il fournit également des orientations et des éclaircissements essentiels sur les dispositions de la

⁸⁰³ Adejumo Kabir, « Les atteintes à la liberté de la presse restent fréquentes sous le nouveau président du Nigeria » <https://humanglemedia.com/attacks-on-press-freedom-still-common-under-nigerias-new-president/> (Consulté le 15 novembre 2024)

⁸⁰⁴ Bankole Abe : « La police confirme l'arrestation du lanceur d'alerte PIDOM » <https://www.icirnigeria.org/police-confirm-arrest-of-whistleblower-pidom/> (Consulté le 14 novembre 2024)

⁸⁰⁵ Deborah Musa, « Le tribunal accorde une caution de 5 millions de nairas à PIDOM dans une affaire de cybercriminalité » <https://punchng.com/court-grants-pidom-n5m-bail-in-cybercrime-case/> (Consulté le 14 novembre 2024)

⁸⁰⁶ Espaces de changement, la prolifération des technologies de surveillance à double usage au Nigéria : déploiement, risques et responsabilité <https://spacesforchange.org/download/report-the-proliferation-of-dual-use-surveillance-technologies-in-nigeria-deployment-risks-accountability/> (Consulté le 14 novembre 2024)

⁸⁰⁷ Human Rights Watch. « Human Rights Watch parmi les cibles du logiciel espion Pegasus », 15 juillet 2022. <https://www.hrw.org/news/2022/01/26/human-rights-watch-among-pegasus-spy-ware-targets#:~:text=Lama%20Fakih%20C%20Crisis%20and%20Conflict%20director%20and%20head%20of%20the,introduit%20sur%20les%20téléphones%20mobiles%20des%20gens>. (Consulté le 12 novembre 2024)

⁸⁰⁸ Daniel Adaji, le Nigéria investit 40 millions de dollars dans la technologie d'interception, 583 millions de dollars dans la surveillance - Rapport, <https://punchng.com/nigeria-invests-40m-in-intercept-technology-583m-in-surveillance-report/> (Consulté le 12 novembre 2024)

⁸⁰⁹ article 37 CFRN

⁸¹⁰ Directives relatives aux données : « Projet de directive générale d'application et de mise en œuvre de la loi nigériane sur la protection des données 2024 » <https://www.dataguidance.com/legal-research/draft-nigerian-data-protection-act-general> (Consulté le 30 décembre 2024)

NDPA, principale loi sur la protection des données au Nigéria. Il a aussi organisé plusieurs ateliers de validation invitant les parties prenantes à contribuer au document.⁸¹¹

Malgré l'existence de la NDPC, de la NDPA et de la GAID, de nombreuses violations de données ont été recensées dans les secteurs privé et public. En 2024, de nombreux litiges relatifs à des violations de données sont actuellement en cours devant les tribunaux nigériens, ce qui peut s'expliquer par la sensibilisation et l'importance croissantes du problème.⁸¹²

Globacom, une importante société de télécommunications nigérienne, a été victime d'une cyberattaque importante qui a perturbé ses opérations et exposé des données sensibles de ses clients, selon un récent rapport.⁸¹³ Les systèmes internes, les canaux de service client et les fonctions administratives auraient été paralysés par l'attaque, qui se serait intensifiée le 13 juillet 2023. Selon les rapports, les pirates ont eu accès au système de noms de domaine (DNS) de Globacom, redirigeant le trafic et prenant le contrôle des systèmes critiques.

Globacom aurait omis d'informer les autorités de régulation, malgré l'obligation légale de divulguer les violations dans les 72 heures prévue par la loi nigérienne sur la protection des données. Globacom est restée silencieuse sur les détails de la violation, les efforts de récupération et les mesures préventives pendant plus d'un an, ce qui a suscité des inquiétudes quant à la sécurité des données des consommateurs et à la responsabilité.

En mars 2024, XpressVerify, un site Web, a été dénoncé pour avoir vendu des données d'identification de Nigériens par la Fondation pour le journalisme d'investigation (FIJ).⁸¹⁴ Trois mois plus tard, un autre site Web privé, AnyVerify, a été découvert en train de vendre des données sensibles sur les citoyens, notamment des numéros de vérification bancaire (BVN), des informations sur les passeports internationaux, des numéros d'identité nationale, des numéros d'identification fiscale, et bien plus encore, pour seulement 100 ₦ par demande, à la suite d'une enquête menée par Paradigm Initiative (PIN), une entreprise sociale de défense des droits numériques qui a engagé des poursuites judiciaires contre plusieurs agences gouvernementales.⁸¹⁵

Cet incident met en évidence la sophistication croissante des cyberattaques et des violations de données au Nigéria, même si la NDPC a été chargée d'enquêter sur divers incidents et d'imposer des amendes.⁸¹⁶ On ne sait pas si des mesures spécifiques ont été prises contre Globacom, NIMC et ses agences gouvernementales partenaires.

Modération et censure du contenu

L'espace numérique au Nigéria fait l'objet de discussions concernant une forme de modération des contenus, particulièrement depuis l'introduction des projets de loi sur les réseaux sociaux et les discours de haine en 2019, qui ont rencontré une forte opposition. En 2022, l'Agence nationale

⁸¹¹ Ifeoma Peters, « Le NDPC organise un deuxième atelier de validation de la loi NDP GAID et sollicite l'avis des parties prenantes » <https://dnlegalandstyle.com/dnl/ndpc-holds-second-validation-workshop-on-ndp-act-gaid-seeks-stakeholder-input/> (Consulté le 15 novembre 2024)

⁸¹² Zakariyyah Adaramola, « Les différends concernant la violation de données et les problèmes techniques des banques se multiplient devant les tribunaux – CJN » <https://dailytrust.com/disputes-over-data-breach-banks-tech-glitches-increasing-in-courts-cjn/> (Consulté le 13 novembre 2024)

⁸¹³ Olumuyiwa Olowogboyega, « La faille de sécurité de Globacom : comment des pirates informatiques ont pris en otage le géant nigérien des télécommunications » <https://techcabal.com/2024/10/21/how-hackers-held-globacom-hostage/> (Consulté le 14 novembre 2024)

⁸¹⁴ Joseph Adeye « ALERTE : XpressVerify, un site web privé, a accès aux données des Nigériens enregistrés et en tire des revenus » <https://fij.ng/article/alert-xpressverify-a-private-website-has-access-to-details-of-registered-nigerians-and-is-making-money-off-it/> (Consulté le 30 décembre 2024)

⁸¹⁵ Initiative Paradigm, « Violation majeure de données : données gouvernementales sensibles de citoyens nigériens disponibles en ligne pour seulement 100 nairas », <https://paradigmhq.org/major-data-breach-sensitive-government-data-of-nigerian-citizens-available-online-for-just-100-naira/> (Consulté le 30 décembre 2024)

⁸¹⁶ Osamu Ekhatior, « La NDPC reçoit 400 millions de nairas d'amendes de la part de sept entreprises pour violation de données » <https://techpoint.africa/2024/06/13/ndpc-gets-fines-companies-data-breaches/> (Consulté le 15 novembre 2024)

de développement des technologies de l'information (NITDA) a présenté son projet de Code de bonnes pratiques pour les plateformes de services informatiques interactifs/intermédiaires Internet (plateformes en ligne).⁸¹⁷ La NITDA a utilisé ce code pour informer toutes les plateformes de services informatiques interactifs et les intermédiaires Internet opérant au Nigéria que le gouvernement fédéral a défini les conditions d'exploitation dans le pays. Ces conditions traitent des questions relatives à l'enregistrement légal des opérations, à la fiscalité et à la gestion des publications interdites, conformément à la législation nigériane.⁸¹⁸ Le code de pratique décrit également à quoi ressemblent les demandes d'information, les retraits et la surveillance judiciaire du gouvernement pour les plateformes de services informatiques/intermédiaires Internet qui incluent, sans s'y limiter, les plateformes de médias sociaux et d'autres grandes entreprises technologiques.⁸¹⁹

Le gouvernement n'a divulgué aucune information concernant le nombre de demandes de modération de contenu adressées aux grandes entreprises technologiques. En revanche, Meta, TikTok et Google ont communiqué le nombre de demandes reçues.

Méta rapports,⁸²⁰ le gouvernement nigérien a formulé un total de 48 demandes en 2023, dont 250 demandes d'accès à des comptes utilisateurs, 43 demandes de procédure judiciaire et cinq demandes de divulgation d'urgence. Des données ont été générées pour 31,03 % de ces demandes entre juillet et décembre 2023. Le gouvernement nigérien a soumis 10 demandes à TikTok⁸²¹, dont huit ont été mises en œuvre. Google,⁸²² le rapport fait état d'un total de 42 demandes entre 2013 et 2024, les droits d'auteur, la vie privée et la sécurité étant des motifs récurrents, ainsi que la diffamation. En général, le volume de demandes est relativement faible par rapport aux tendances mondiales et à la moyenne de 36,75 millions d'utilisateurs des réseaux sociaux⁸²³ dans le pays. Cela suggère que les entités nigériennes n'utilisent pas d'intermédiaires Internet pour censurer les contenus en ligne. De plus, il a été signalé que la complexité de l'infrastructure Internet du Nigéria complique encore davantage la mise en œuvre d'un filtrage ou d'une censure systématique.⁸²⁴ Même si la censure ne passe pas forcément par ces entreprises, des journalistes ont été contraints de supprimer du contenu en ligne comme condition de libération ou à la suite d'intimidations.⁸²⁵ Il est important de noter que les rapports de Google⁸²⁶ et TikTok⁸²⁷ étaient difficiles à comprendre et à analyser en raison du format et du volume des demandes, celle de TikTok en particulier était dans un fichier zippé Excel.

⁸¹⁷ Agence nationale de développement des technologies de l'information, « CODE DE BONNES PRATIQUES POUR LES PLATEFORMES DE SERVICES INFORMATIQUES INTERACTIFS/INTERMÉDIAIRES INTERNET » <https://nitda.gov.ng/wp-content/uploads/2022/06/Code-of-Practice.pdf> (Consulté le 15 novembre 2024)

⁸¹⁸ Aragba-Akpore, « LE NOUVEAU CODE DE NITDA ET LA CONFIDENTIALITÉ EN LIGNE » https://www.thisdaylive.com/index.php/2022/06/22/nitdas-new-code-and-online-privacy/#google_vignette (Consulté le 17 novembre 2024)

⁸¹⁹ Davidson Oturu & Agboola Dosunmu, « Exploration du code de pratique de la NITDA et de son impact potentiel sur les réseaux sociaux et les plateformes en ligne » <https://www.aelex.com/exploring-the-nitda-code-of-practice-and-its-potential-impact-on-social-media-and-online-platforms/> (Consulté le 17 novembre 2024)

⁸²⁰ Méta « Centre de transparence » <https://transparency.meta.com/reports/government-data-requests/country/NG/> (Consulté le 12 novembre 2024)

⁸²¹ TikTok, « Rapport sur les demandes de suppression du gouvernement » <https://www.tiktok.com/transparency/en-us/government-removal-requests-2023-2> (Consulté le 12 novembre 2024)

⁸²² Google et le gouvernement demandent la suppression de contenu, <https://transparencyreport.google.com/government-removals/overview?hl=fr> (Consulté le 12 novembre 2024)

⁸²³ « Quel est le nombre d'utilisateurs des médias sociaux au Nigéria ? », <https://www.verivaf-rica.com/articles/what-is-the-number-of-social-media-users-in-nigeria?id=what-is-the-number-of-social-media-users-in-nigeria>. (Consulté le 12 novembre 2024)

⁸²⁴ Freedom House, « Nigéria », Freedom House, <https://freedomhouse.org/country/nigeria/freedom-net/2024>. (Consulté le 12 novembre 2024)

⁸²⁵ Voir n37

⁸²⁶ Voir n39

⁸²⁷ Voir n38

Accès à l'information

La loi sur la liberté d'information (FOI), promulguée au Nigéria en 2011 après des années de plaidoyer de la société civile et des journalistes, vise à améliorer l'accès du public aux documents gouvernementaux, à promouvoir la transparence et à garantir la liberté de la presse. Elle permet aux particuliers de demander des informations publiques⁸²⁸ sans qu'il soit nécessaire de manifester un intérêt particulier, oblige les institutions publiques à conserver et à publier des dossiers et à protéger les lanceurs d'alerte qui dénoncent les fautes professionnelles.

En vertu de la Loi sur l'accès à l'information, le refus d'une demande d'information est passible de poursuites.⁸²⁹ Si un gouvernement ou une institution publique refuse l'accès à l'information, il est tenu de fournir au demandeur un avis écrit exposant les motifs du refus. Cet avis doit préciser les dispositions pertinentes de la Loi sur l'accès à l'information justifiant le refus et informer le demandeur de son droit de contester la décision devant les tribunaux. De plus, l'avis doit inclure les noms, fonctions et signatures des personnes responsables du refus. Il est important de noter que l'article 7(3) de la Loi exige que l'institution confirme également l'existence des informations ou du document demandés, garantissant ainsi qu'un refus ne soit pas émis sans justification valable. Cependant, la mise en œuvre de la Loi s'est heurtée à des difficultés, notamment des pratiques déficientes en matière de tenue de dossiers par les institutions publiques, un respect limité de ses dispositions et son exclusion du secteur privé.⁸³⁰

Heureusement, les décisions de justice ont confirmé la loi dans de nombreux cas et ont donné lieu à des affaires marquantes, notamment l'ordonnance de divulgation des salaires des fonctionnaires et des fonds recouvrés. Cependant, son impact pratique reste limité. De nombreux Nigériens font état de difficultés d'accès à l'information publique, et la loi n'a pas pleinement exploité son potentiel pour garantir la transparence et favoriser une plus grande liberté de la presse. Un rapport de 2023,⁸³¹ il a été révélé que plus de 170 ministères, départements et agences nigériens (MDA) ont violé la FOIA au cours de cette année, ce qui montre le niveau généralement faible de conformité.

IA et technologies émergentes

Le Centre national d'intelligence artificielle et de robotique (NCAIR) a été créé par le NITDA en 2020 pour promouvoir la recherche et le développement sur les technologies émergentes et leur application pratique dans les domaines d'intérêt national nigérian.⁸³² L'intelligence artificielle a connu une accélération dans l'espace numérique au Nigéria en 2024. Le 1er août 2024, le pays a lancé sa nouvelle stratégie en matière d'IA⁸³³ Elle repose sur les piliers stratégiques suivants :

- Construire une infrastructure d'IA fondamentale,
- Construire et maintenir un écosystème d'IA de classe mondiale,
- Accélérer l'adoption de l'IA et la transformation du secteur,
- Assurer un développement responsable et éthique de l'IA,
- Développer un cadre de gouvernance de l'IA robuste.

⁸²⁸ Article 1(1) de la Loi sur l'accès à l'information

⁸²⁹ MADUBUIKE-EKWE, NJ, et Joseph N. MBADUGHA. «Obstacles à la mise en œuvre de la loi sur la liberté d'information de 2011 au Nigéria». NAUJILJ, 2018. <https://www.ajol.info/index.php/naujilj/article/view/168833/158299>

⁸³⁰ San, OM Atoyebi et OM Atoyebi San. « Loi sur la liberté d'information de 2011 : le chemin parcouru – Cabinet d'avocats Omaplex. » Cabinet d'avocats Omaplex - Assistance juridique 24 h/24, rien que pour vous (blog), 23 juillet 2024. <https://omaplex.com.ng/freedom-of-information-act-2011-the-journey-so-far/>. (Consulté le 19 novembre 2024)

⁸³¹ Ibrahim Adeyemi, « Les MDA violent la loi nigérienne sur la liberté d'information », Human-
gle, <https://humanglemedia.com/the-mdas-violating-nigerias-freedom-of-information-act/> (Consulté le 19 novembre 2024)

⁸³² Centre national d'intelligence artificielle – Nigéria), « À propos de nous » <https://ncair.nitda.gov.ng/about-us/> (Consulté le 19 novembre 2024)

⁸³³ Centre national d'intelligence artificielle – Nigéria), « Stratégie nationale d'IA », https://ncair.nitda.gov.ng/wp-content/uploads/2024/08/National-AI-Strategy_01082024-copy.pdf

Parmi ces piliers, le quatrième vise à orienter le développement de l'IA au Nigéria dans un cadre responsable et éthique, en mettant l'accent sur l'équité, la transparence, la responsabilité, la confidentialité et le bien-être humain. La stratégie prévoit la création d'un groupe d'experts en éthique de l'IA (AIEEG) chargé d'établir des principes éthiques conformes aux valeurs nigérianes et de développer un outil d'évaluation de l'éthique de l'IA. Ce pilier met également l'accent sur une transition vers une IA centrée sur l'humain en abordant les perturbations sociétales potentielles telles que les suppressions d'emplois et les inégalités, par le biais d'études prospectives et de réformes législatives. Ces réformes protégeront les droits humains et la vie privée et garantiront un accès équitable aux technologies grâce à des initiatives telles que des programmes d'alphabétisation numérique et des pôles communautaires. Ce pilier vise à mettre en place des garanties face à l'intérêt croissant pour l'IA, et une mise en œuvre et une mise en œuvre appropriées permettront de l'adapter à ses objectifs.

Peu après le lancement de la stratégie, le ministère fédéral des Communications, de l'Innovation et de l'Économie numérique (FMCIDE) a annoncé avoir obtenu une subvention de 2,8 milliards de nairas de Google pour soutenir le développement des talents en IA au Nigéria. Ce fonds vise à améliorer l'éducation et le développement des compétences en IA pour les jeunes et les personnes sous-employées.⁸³⁴ Le fonds a déjà sélectionné dix start-ups. De même, l'Assemblée nationale rédige actuellement un projet de loi visant à établir un cadre juridique pour l'intelligence artificielle dans le pays. Cette évolution coïncide avec l'annonce par l'UNESCO et Infinix Mobile de leur intention de former 10 000 personnes à l'IA et à la robotique au Nigéria, une première cohorte de 30 personnes ayant déjà été sélectionnée.⁸³⁵ Le secteur privé montre également une certaine volonté de déployer l'utilisation de l'intelligence artificielle, par exemple une station de radio nigériane annonçant l'utilisation d'un hôte virtuel IA.⁸³⁶

Inclusion numérique et protections

En 2023, le Nigéria a adopté une politique et une stratégie de protection des enfants en ligne⁸³⁷, élaborée pour protéger les enfants dans l'espace numérique et promouvoir des expériences en ligne plus sûres. Cette politique, accessible au public et accompagnée de diverses ressources complémentaires sur le site web de la Commission nigériane des communications (NCC), propose des conseils sur les meilleures pratiques pour la sécurité des enfants en ligne. Cependant, elle n'a pas forcé de loi et reste un cadre non contraignant, servant principalement d'outil de référence. De ce fait, elle manque de mécanismes d'application, ce qui limite son efficacité à tenir les contrevenants responsables ou à imposer le respect de la loi dans tous les secteurs.

Le Fonds pour la fourniture du service universel (USPF) a été créé par le gouvernement fédéral du Nigéria afin de faciliter la réalisation des objectifs de la politique nationale d'accès universel. Le fonds a organisé deux ateliers axés sur l'adoption, l'utilisation et la durabilité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales, non desservies et mal desservies du pays. Ces ateliers ont eu lieu en juin et juillet dans les États d'Oyo et de Kano respectivement.⁸³⁸ Service universel des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales, non desservies et mal desservies du Nigéria. Londa, 2023 a indiqué que le Fonds pour la fourniture du service universel a publié son rapport annuel pour l'année 2021 et qu'il n'y a pas de nouveau rapport.⁸³⁹ Cependant, l'Assemblée nationale a approuvé 10 148 248

⁸³⁴ <https://fmcide.gov.ng/ministry-announce-n2-8billion-google-support-to-advance-ai-talent-development-in-nigeria/> (Consulté le 19 novembre 2024)

⁸³⁵ Adebayo Waheed, « L'UNESCO et Infinix ciblent 10 000 étudiants pour une formation en robotique IA au Nigéria », Leadership News, 18 novembre 2024, <https://leadership.ng/unesco-infinix-target-10000-students-for-ai-robotic-training-in-nigeria/>. (Consulté le 20 novembre 2024)

⁸³⁶ Popoola Yaqoub, « Women Radio 91.7FM dévoile Nimi, la première animatrice virtuelle dotée d'une intelligence artificielle au Nigeria », Independent Newspaper Nigeria (blog), 19 novembre 2024, <https://independent.ng/women-radio-91-7fm-unveils-nigerias-first-ai-virtual-host-nimi/>. (Consulté le 20 novembre 2024)

⁸³⁷ Gloria Ume-EzeOKE, la FEC approuve la politique et la stratégie nationales de protection des enfants en ligne, <https://www.channelstv.com/2023/01/25/fec-approves-national-child-online-protection-policy-and-strategy/#:~:text=So%2C%20they%20switch%20on%20ly%20to,les%20affecte%20moralement%20et%20autrement.%E2%80%9D&text=He%20said%20it%20is%20contre,approuvé%20comme%20le%20National%20Commissaire>. (Consulté le 30 janvier 2025)

⁸³⁸ USPF, « Actualités », <https://www.uspf.gov.ng/media-centre/news> (Consulté le 20 novembre 2024)

⁸³⁹ USPF, « Publications » <https://www.uspf.gov.ng/media-centre/publications> (Consulté le 20

USD⁸⁴⁰ Conformément aux prévisions budgétaires 2024 du Fonds pour la fourniture de services universels (USPF), l'USPF publie régulièrement son appel à candidatures dès la première semaine de l'année⁸⁴¹ ce qui indique qu'un travail constant est en cours. Cependant, l'ampleur du travail, son utilisation et son affectation restent floues en raison de l'absence de rapports cohérents et visibles du Fonds.

En 2018, le Nigéria a promulgué la loi interdisant la discrimination à l'égard des personnes handicapées afin de protéger les personnes handicapées de l'exclusion et de garantir l'accessibilité. Cette loi était nécessaire, comme l'a souligné le rapport de l'OMS de 2023⁸⁴² a mis en lumière une réalité frappante : une personne sur six dans le monde vit avec un handicap et rencontre des difficultés d'accessibilité 15 fois supérieures à celles rencontrées par les personnes valides. Au Nigéria, pays de plus de 218 millions d'habitants, environ 29 millions de personnes sont handicapées. Malgré cette loi, les personnes handicapées sont confrontées quotidiennement à de nombreux obstacles, tels que l'inaccessibilité des espaces publics et des transports.⁸⁴³ Les dispositifs d'assistance les plus répandus au Nigéria sont les lunettes, le braille et les embrayages, ce qui montre clairement qu'il existe un manque dans le pays d'appareils plus complexes dans les normes mondiales d'accessibilité.⁸⁴⁴ Les personnes handicapées ont également fait état de difficultés liées à l'exercice d'inscription à l'identité nationale qui nécessite un enregistrement biométrique, certaines ayant tenté le processus pendant des années sans progrès.⁸⁴⁵ Le secteur privé semble de plus laisser ce groupe de côté dans la prestation de services, par exemple dans les services financiers et la conception d'applications pertinentes.⁸⁴⁶

Conclusion

Le rapport Londa 2024 du Nigéria reflète un paysage des droits numériques et de l'inclusion marqué à la fois par des progrès et des défis. Avec un score de conformité de 34 sur 60, le Nigéria est modérément aligné sur la Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique. Des avancées telles que l'élaboration d'une stratégie d'IA et le déploiement de la 5G soulignent le potentiel de croissance, mais des obstacles systémiques tels que des tarifs Internet inabordables, des perturbations d'Internet et une faible application des lois sur l'accès à l'information freinent les progrès. Renforcer la mise en œuvre des politiques, favoriser la transparence et garantir l'inclusion seront essentiels pour améliorer l'écosystème numérique du Nigéria et établir une référence pour les progrès lors des futures évaluations.

novembre 2024)

⁸⁴⁰ 17 milliards de nairas selon les taux de la banque centrale au 19 novembre 2024 disponibles sur : <https://www.cbn.gov.ng/rates/exchrtebycurrency.asp>

⁸⁴¹ <https://www.publicprocurement.ng/tag/23-01-2024/> (Consulté le 20 novembre 2024)

⁸⁴² Organisation mondiale de la Santé : OMS. « Handicap », 7 mars 2023. <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/disability-and-health>. (Consulté le 20 novembre 2024)

⁸⁴³ Chisom Udora « Plaidoyer pour l'accès des personnes handicapées aux infrastructures publiques au Nigéria », nd <https://www.verivafrika.com/insights/a-case-for-disability-access-to-public-infrastructure-in-nigeria>.

(Consulté le 20 novembre 2024)

⁸⁴⁴ Cdinclusion, « Technologies d'assistance pour les personnes handicapées au Nigéria : où en sommes-nous ? » – Centre pour le handicap et l'inclusion en Afrique, 2 novembre 2023. <https://cdinclusionafrica.org/2023/11/02/assistive-technology-for-pwds-in-nigeria-where-are-we/>.

(Consulté le 20 novembre 2024)

⁸⁴⁵ Sodiq Ojuroungbe, « Les lépreux et autres personnes handicapées luttent pour l'inscription à l'identité numérique », Healthwise, 4 février 2024, <https://healthwise.punchng.com/lepers-others-living-with-disabilities-struggle-for-digital-identity-enrolment/>. (Consulté le 20 novembre 2024)

⁸⁴⁶ Juliet Umeh, « Piégés dans l'obscurité numérique : comment le système financier nigérian laisse tomber les personnes handicapées » <https://www.vanguardngr.com/2024/09/trapped-in-digital-dark-how-nigerias-financial-system-fails-persons-with-disabilities/> (Consulté le 20 novembre 2024)

L'indice de score

Indicateurs clés de Londa 2025	Déclaration de la CADHP	Score	Justification
Coupures d'Internet	P38(2)	3*	Il y a eu des cas documentés de limitation de la connexion Internet
Lois, politiques et autres mesures inexistantes pour promouvoir un accès universel, équitable, abordable et significatif à Internet	P37	4	Le Nigéria dispose d'un plan solide en matière de haut débit et du Règlement sur l'accès universel et le service universel de 2007.
Criminalisation des fausses nouvelles	P22(2)	3	La désinformation n'est pas criminelle au Nigéria, mais le Code pénal interdit « la publication de fausses nouvelles dans l'intention de susciter la peur et l'alarme au sein du public » (article 59).
Législation sur la sédition	P22(2)	1	La législation existe et a été utilisée contre les manifestants en 2024
Arrestations arbitraires et harcèlement des médias, des défenseurs des droits humains et des citoyens	P20(1) et (2)	1	Plusieurs arrestations de journalistes ont été documentées.
Législation sur la protection des données.	P42	4	Il existe une législation et une agence de régulation qui l'accompagne, mais elle pourrait être plus indépendante quant à la manière dont elle reçoit son financement et au processus de nomination du commissaire.
Les États interviennent et exigent la suppression du contenu en ligne par les intermédiaires d'Internet	P38 et P39(4)	4	Les demandes de suppression de contenu sont relativement faibles car ces États internationaux via des intermédiaires Internet ne sont pas nombreux.
Atteinte à la vie privée des communications	P41	3	Modèle démontré de surveillance
L'incapacité du gouvernement à divulguer et à diffuser de manière proactive les informations sur les technologies numériques.	P29(3)	2	Rapports indiquant que le gouvernement ne se conforme pas aux demandes légales en vertu de la loi sur la liberté d'information

Stratégies nationales en matière d'IA et de technologies émergentes	P39(6)	4	Il existe une stratégie nationale en matière d'IA qui comprend un pilier consacré aux droits de l'homme et aux considérations éthiques, ainsi qu'un Centre national pour l'intelligence artificielle et la robotique.
Adoption de lois, de politiques et de mesures spécifiques à l'enfance favorisant la sécurité numérique et la confidentialité des enfants en ligne		3	Il existe une politique et une stratégie non contraignantes de protection des enfants en ligne
Inclusion numérique	P37(3)	4	Il existe une loi axée sur les personnes handicapées qui nécessite toutefois une meilleure conformité parallèlement aux initiatives de l'USPF
TOTAL (jusqu'à 60)		36	Modérément conforme.

NB: La conformité concerne la Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique.

Recommandations

Le gouvernement devrait :

- Assurer la mise en œuvre de la loi nigériane sur la protection des données (NDPA) avec des mécanismes rigoureux de surveillance et de responsabilisation.
- Instaurer la confiance grâce à des rapports cohérents sur les progrès et les activités entreprises dans le cadre de diverses initiatives, allant des amendes à l'application des sanctions et à la manière dont les fonds sont utilisés pour servir les communautés défavorisées ; celles-ci incluent, sans s'y limiter, le NDPC et l'USPF.
- Promouvoir un accès Internet abordable en réglementant les tarifs et en subventionnant l'accès pour les populations mal desservies.
- Renforcer l'application de la loi pour garantir que les institutions publiques respectent les dispositions relatives à la liberté d'information (FOI).
- Évitez toute limitation et toute coupure injustifiées d'Internet, en particulier lors de manifestations et d'événements critiques.
- Accélérer le développement et la mise en œuvre de cadres éthiques en matière d'IA et de législation connexe, en laissant la place aux révisions à mesure que le paysage évolue

Le secteur privé devrait :

- Repenser les infrastructures numériques et physiques pour mieux servir les personnes handicapées (PH).
- Consulter toutes les parties prenantes concernées dès la phase de conception des produits afin de permettre la promotion des droits de l'homme.

- Publiez des rapports de transparence détaillés et opportuns sur les efforts de modération du contenu et de protection des données, qui sont facilement lisibles et accessibles.
- Améliorez la protection contre les violations de données grâce à des investissements dans des protocoles de sécurité avancés respectueux des droits.
- Respecter les exigences légales en matière de divulgation des violations de données

La société civile devrait :

- Plaider en faveur de réformes de la législation ambiguë qui étouffe la liberté d'expression et conduit à des arrestations arbitraires.
- Mener des campagnes pour informer les citoyens de leurs droits numériques et des recours juridiques disponibles.
- Suivre la conformité aux politiques de protection des données et d'inclusion numérique des gouvernements comme base de plaidoyer.

